

m'a fait parvenir à deux reprises un mémoire préparé par M. Roston touchant la production de l'alcool, mais il ne s'agit nullement d'un document gouvernemental ni même d'un exposé d'un programme ministériel quelconque relatif à la fabrication de l'alcool. Il ne conviendrait pas que, comme ministre, je distribue des documents préparés par M. Roston ou par d'autres qui pourraient s'intéresser à une production particulière.

PÉTROLE

SUBSIDE RELATIF AU PÉTROLE BRUT IMPORTÉ DU MONTANA DANS L'ALBERTA.

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. R. B. HANSON: Comme le ministre des Munitions et approvisionnements est absent, la question que je vais poser peut être considérée comme un avis de motion, car je ne crois pas que personne d'autre puisse y répondre maintenant. Une dépêche que je reçois aujourd'hui même de l'Ouest veut qu'une personne détenant un poste responsable dans les services de l'Etat, le régisseur du pétrole sans doute ou qui sais-je, verse un subside sur le pétrole brut importé du Montana dans la province de l'Alberta. J'aimerais savoir si cette nouvelle est vraie, et connaître, le cas échéant, la raison et l'explication d'un tel geste. On m'a fait remarquer que la chose établit une distinction injuste à l'endroit des producteurs de l'Ouest.

L'hon. M. MICHAUD: (ministre suppléant des Munitions et approvisionnements): Monsieur l'Orateur, comme il s'agit de quelque chose de nouveau, je traiterai la question comme si c'était un avis de motion, et je m'efforcerai de communiquer les renseignements demandés aussi tôt que possible.

RÉFUGIÉS DE GUERRE

DÉPÊCHE CONCERNANT LA PROPOSITION DE CONFÉRENCE PRÉLIMINAIRE FAITE PAR LES ÉTATS-UNIS.

A l'appel de l'ordre du jour.

M. HARRY R. JACKMAN (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre. Une dépêche de la *Presse canadienne*, en provenance de Londres et en date du 7 mars, se lit comme suit:

La Press Association disait hier avoir appris que le gouvernement britannique avait accepté, selon la proposition soumise par le gouvernement des Etats-Unis, de tenir une conférence préliminaire des deux puissances où l'on discuterait du problème des réfugiés.

Les Etats-Unis ont proposé que la conférence ait lieu à Ottawa, mais l'endroit où elle se tiendra et la composition de la délégation britannique sont encore à l'étude.

Le premier ministre aurait-il l'obligeance de compléter la réponse qu'il a donnée le 4

[L'hon. M. Gardiner.]

mars à une question semblable, et de nous fournir ensuite les renseignements suivants: Le gouvernement canadien a-t-il invité la conférence à se tenir à Ottawa, et si le Dominion y envoie des représentants, ces représentants agiront-ils pour le compte du Canada seulement ou comme membres de la délégation de l'Empire britannique?

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): Il y a beaucoup de "si" dans les questions de l'honorable député, mais je vais tâcher d'y répondre.

L'hon. M. HANSON: C'est encore mieux que des "mais".

Le très hon. MACKENZIE KING: En effet. Je dirai tout d'abord que je ne possède pas d'autres renseignements à ce sujet que ceux que j'ai communiqués à la Chambre dans ma réponse à la question à laquelle l'honorable député a fait allusion. Le gouvernement des Etats-Unis s'est mis en communication avec celui de la Grande-Bretagne au sujet d'une conférence éventuelle entre les deux pays. On pourrait appeler ces échanges de notes des préliminaires, sans rien de définitif. Comme je l'ai alors indiqué, le gouvernement canadien s'était mis en communication avec celui de la Grande-Bretagne à propos des réfugiés. Le Gouvernement des Etats-Unis est l'auteur de la correspondance particulière dont parle l'honorable député et nous n'avons reçu aucune communication de cette source. Il m'est impossible de dire si ces deux gouvernements ont convenu de tenir une conférence. On a lancé la suggestion d'essai que le Canada serait un endroit convenable pour la tenue de la conférence, mais cette proposition ne comportait aucune mention préalable du Canada à ce sujet, sans doute parce que les communications n'étaient que préparatoires, comme je l'ai dit, et que les Etats-Unis s'efforçaient de connaître l'opinion du Gouvernement britannique sur le tenue d'une conférence.

Notre Gouvernement serait prêt, je n'en ai pas le moindre doute, à accepter l'invitation d'assister à la conférence. Il ne serait, toutefois, ni juste ni convenable, selon moi, de la part du Canada d'inviter les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à conférer au Canada sur des questions qui font actuellement l'objet de pourparlers entre ces deux pays.

M. JACKMAN: Le premier ministre tiendrait-il à envoyer un représentant en dépit de ses remarques, parce que lui-même disait le 4 mars que...

...nous examinerons avec plaisir toute suggestion que le gouvernement des Etats-Unis pourra faire en vue d'apporter une solution à ce grave et angoissant problème.

Notre pays s'intéresse autant que les Etats-Unis au problème des réfugiés.